

La présence économique et commerciale de l'Europe en Chine

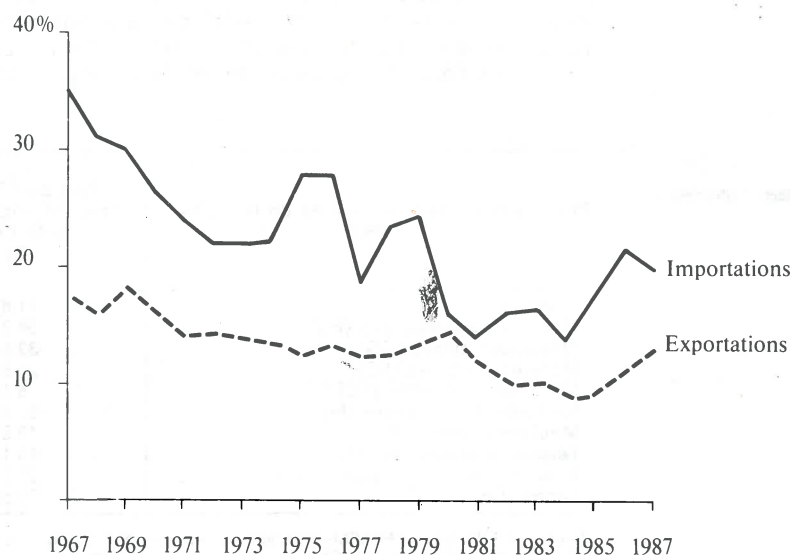
Le commerce entre les pays européens et la Chine se caractérise par la faible intensité qui marque aussi plus généralement les échanges entre l'Europe et les pays d'Asie. Les échanges des uns et des autres s'ordonnent avant tout dans le cercle de pays géographiquement voisins⁽¹⁾. Néanmoins, l'Europe est pour la Chine un partenaire majeur qui, depuis 1984, regagne dans ses échanges le terrain perdu depuis la fin des années soixante-dix. La Chine offre aux industries européennes un de leurs plus grands débouchés en Asie.

Dès le début des années soixante-dix, la normalisation des relations diplomatiques et l'expansion commerciale de la Chine ont progressivement entamé la position privilégiée que les partenaires européens devaient sur ce marché à des facteurs politiques. La politique d'ouverture économique inaugurée en 1979 a laissé s'exercer à plein sur l'économie chinoise l'attraction de la zone Asie-Pacifique⁽²⁾.

La remontée des échanges avec l'Europe qui s'amorce en 1985 est certes, pour une partie difficile à déterminer, un effet d'optique lié à la baisse du dollar, mais correspond aussi au redéploiement de la politique commerciale de la Chine en vue de réduire son déséquilibre commercial avec le Japon et de gagner des marchés encore peu explorés. A travers ces fluctuations, l'Europe retrouve approximativement en 1987 la place qu'elle avait dans les échanges extérieurs de la Chine il y a dix ans (graphique A).

Hauts et bas des échanges Europe-Chine

GRAPHIQUE A
Place de l'Europe dans les importations et les exportations de la Chine (en %)



Source : CEPPII (base CHELEM-Commerce international) et OCDE.

Entre 1978 et 1987, du fait de son dynamisme commercial global, la Chine prend une place croissante dans les échanges de l'Europe (elle passe de 1,3 % à 2,4 % de ses exportations et de 0,7 % à 1,8 % de ses importations hors Europe). Face au déclin des grands partenaires de l'Europe dans le Tiers Monde et l'Est européen, touchés par le surendettement ou (et) le contrechoc pétrolier, la Chine contribue à la montée des échanges entre l'Europe et l'Asie en déve-

(1) G. Lafay, C. Herzog, *Commerce international : la fin des avantages acquis*, Economica, 1989.

(2) F. Lemoine, « La Chine dans la zone Asie-Pacifique : une place à trouver », *Economie prospective internationale*, n° 30, 2^e trimestre 1987, La Documentation Française.

loppement. En 1987, elle est son 3^e marché d'exportation dans le Tiers Monde (après l'Arabie Saoudite et l'Inde), son sixième fournisseur (devancé par trois NPI d'Asie, le Brésil et la Libye).

Malgré la progression rapide de ses ventes à l'Europe — qui s'appuient à près de 40 % sur les produits textiles et sur un début de diversification vers la quincaillerie et l'électronique grand public —, la Chine est actuellement un partenaire avec lequel l'Europe réalise d'importants excédents commerciaux (4 milliards de \$ en 1986⁽³⁾, 2,3 milliards de \$ en 1987).

2
Facteurs d'attraction :
des complémentarités
traditionnelles

Par-delà ses grandes fluctuations cycliques, la politique d'importation de la Chine manifeste une grande constance de ses besoins prioritaires. Depuis la fin des années soixante, quatre grandes catégories de produits se maintiennent sans rivaux parmi les postes structurellement déficitaires : les produits sidérurgiques, le matériel de transport, les moteurs et machines, et les produits de la chimie de base. Ces déficits sectoriels, qui correspondent aux besoins fondamentaux du développement, devraient se maintenir au cours des prochaines années, malgré une certaine diversification des importations vers l'électronique, le matériel électrique et les instruments de précision depuis le début des années quatre-vingt. La politique de substitution d'importation ne produira ses effets qu'à terme, et la rapide croissance industrielle tend à accroître le décalage entre l'offre et la demande interne d'équipements et de produits intermédiaires.

Or ces besoins structurels d'importation coïncident avec les secteurs où l'Europe a conservé ses meilleures positions dans le commerce international. Si celles-ci sont souvent moins fortes que celles des Etats-Unis ou du Japon, elles suggèrent néanmoins que l'Europe ne souffre pas de handicap structurel dans son commerce avec un pays dont l'insertion dans l'économie mondiale suit encore largement les lignes de force traditionnelles des complémentarités Nord-Sud.

Les ventes de l'Europe à la Chine prennent appui sur ces catégories de produits, pour lesquelles le marché chinois joue ainsi un rôle majeur dans les exportations de certaines industries européennes vers les pays en développement d'Asie. A l'inverse, l'Europe est pour l'économie chinoise la première source de transferts de technologie. Néanmoins dans les secteurs plus « modernes », où l'essor de la demande chinoise est plus récent, les positions des exportateurs européens se révèlent beaucoup plus vulnérables à la concurrence des autres fournisseurs : c'est le cas du matériel de télécommunication (mais aussi de l'aéronautique, des machines électriques). Cette concurrence l'évince même largement des fournitures de matériel de transport (tableau 1).

TABLEAU 1
Facteurs d'attraction

Principaux postes déficitaires de la Chine 1986	Part de l'Europe dans les importations de la Chine (%)	Part de la Chine dans les ventes de l'Europe aux PVD d'Asie (*) (%)
Sidérurgie (CA)	21,6	50,0
Machines spécialisées (FG)	54,2	44,5
Plastiques, fibres (GG)	32,5	28,7
Moteurs, turbines (FC)	20,8	19,9
Véhicules utilitaires (FU)	8,4	29,1
Instrument de mesure (FI)	32,6	28,6
Machines-outils (FE)	49,5	51,7
Télécommunications (FN)	18,1	20,0
Matériel de travaux publics (FF)	25,2	29,5
Tubes (CB)	30,6	51,2

Source : CEPIL, base CHELEM-Commerce international.

(*) Inde, NPI d'Asie, Asean, Chine.

3
Les performances
contrastées
des exportateurs
européens

La politique d'importation de la Chine a offert des opportunités qu'ont saisies plus ou moins bien les différents pays européens. De 1979 à 1986, la RFA, l'Italie, les pays d'Europe méridionale et les pays alpins réalisent les meilleures performances alors que la France et la Grande-Bretagne apparaissent en perte de vitesse par rapport à l'ensemble des partenaires.

Une des explications se trouve manifestement dans la capacité des exportateurs à répondre à l'évolution de la demande chinoise. L'importance relative des grandes catégories d'importation et leur composition intrasectorielle ont varié

(3) Pour plus de détail se reporter au Document de travail 88-15, décembre 1988 : F. Lemoine, « La Chine : un point d'appui de la présence économique et commerciale de l'Europe en Asie ».

TABLEAU 2
Performances relatives
à l'exportation
des pays européens en Chine (*)
1979-1986

	(En millions de \$)			(En % des flux de 1986)
	Croissance potentielle	Croissance réalisée	Gains (+) ou pertes (-)	Intensité des gains ou pertes
France	456	327	- 129	- 19,1
UEBL	145	230	+ 85	+ 23,5
RFA	1 924	1 392	- 532	- 18,2
Italie	148	699	+ 551	+ 53,9
Pays-Bas	102	49	- 53	- 24,9
Grande-Bretagne	624	342	- 282	- 35,3
Pays scandinaves	267	289	+ 22	+ 4,4
Pays alpins	327	397	+ 70	+ 11,5
Europe méridionale	122	390	+ 268	+ 45,8
TOTAL Europe occidentale	4 115	4 115	-	-

Source : CEPII, base CHELEM — Commerce international.

(*) L'indicateur fait apparaître la croissance potentielle des ventes d'un pays, c'est-à-dire leur augmentation (en millions de \$) dans l'hypothèse où la part du pays dans les exportations européennes vers la Chine serait restée constante entre l'année de base (1979) et l'année horizon (1986) pour chacune des 72 catégories de produits (nomenclature CHELEM). L'écart entre la croissance potentielle des ventes et leur croissance effective mesure les gains ou les pertes relatifs. La sommation des résultats obtenus par chaque pays dans les différentes catégories de produits permet d'estimer la performance relative de chacun.

au cours de ces années et la structure des ventes des différents pays européens s'est révélée plus ou moins bien adaptée (tableau 2).

Ainsi la RFA s'assure une place prépondérante parmi les exportateurs européens en 1979 (42 %) comme en 1986 (38 %) grâce à des ventes directement tirées par la demande chinoise. L'indicateur de performance montre que leur niveau est même inférieur en 1986 à ce qu'il aurait pu être par le seul effet mécanique de la croissance sectorielle des achats de la Chine.

La progression de l'Italie résulte, elle, moins d'un bon positionnement initial que d'une offensive commerciale dans les secteurs porteurs que sont les machines (textiles), les machine-outils, et les équipements énergétiques. Ces gains qui en font le deuxième fournisseur européen de la Chine en 1987 (13 % des ventes de l'Europe) se situent dans le prolongement de ses spécialisations internationales⁽⁴⁾. Les pays d'Europe méridionale (principalement l'Espagne) ont appuyé leur progression sur la vente de produits intermédiaires, sidérurgiques et chimiques, pour lesquels ils deviennent les premiers fournisseurs européens (au détriment des positions de la RFA et de l'Italie).

Le niveau médiocre des performances françaises en 1986 (8,8 % des ventes européennes) découle largement d'une structure d'exportation en porte-à-faux par rapport au dynamisme sectoriel des achats de la Chine, autant que du recul de sa part de marché dans certains secteurs (équipements énergétiques, télécommunication). La remontée des ventes françaises en 1987 (11,3 % des exportations européennes) et la reprise du montant des contrats signés en 1988 soulignent cependant les opportunités offertes aux industries françaises dans des secteurs où elles disposent de bonnes positions et d'entreprises de taille internationale.

De 1979 à 1986, les pays européens ont fourni à la Chine pour environ 1,8 milliard de \$ de ressources financières (nettes), se situant ainsi à une place intermédiaire entre le Japon (5,6 milliards de \$) — dont la présence financière est ainsi encore plus forte que la prépondérance commerciale — et les Etats-Unis dont les apports financiers sont minimes (0,4 milliard de \$).

Les flux financiers de l'Europe vers la Chine apparaissent largement tirés par les échanges, et la contribution des différents pays européens y est assez directement proportionnelle à leurs performances exportatrices respectives. Un trait qui a toute chance de s'affirmer à l'avenir, compte tenu de l'expansion des « crédits mixtes » qui tend à estomper la différence d'intention entre l'aide au développement et le soutien à l'exportation. Eu égard à la taille de sa population comme à son niveau de développement, la Chine reçoit des ressources financières encore relativement faibles au titre de l'aide (tableau 3). Une situation qui tient naturellement à son arrivée récente parmi les bénéficiaires et qui peut à l'avenir évoluer vers une situation de concurrence entre les différents récipiendaires.

Les contrats d'investissements directs signés par les entreprises européennes représentent environ 600 millions de \$ de 1979 à 1986, soit à peine moins que ceux conclus par le Japon qui sont de l'ordre de 760 millions de \$. Ces

(4) J.F. Ribeiro, E.F. Rodrigues, L.G. Fernandes, F.P. Ribeiro, « Trois économies européennes dans la CEE à douze : l'Italie, l'Espagne et le Portugal », *Economie prospective internationale*, n° 23, 3^e trimestre 1985, La Documentation Française.

4
Les débuts
d'une présence
financière

TABLEAU 3
**Apports financiers
 des pays européens
 à la Chine, l'Inde, l'Indonésie**
 (cumul 1979-1986)

	Chine		Inde		Indonésie	
	Total	APD (*)	Total	APD (*)	Total	APD (*)
Montant (en millions de \$)	1 829	636	5 166	3 543	5 099	2 236
Europe total (en %)	100	100	100	100	100	100
dont :						
France	9,3	5,0	20,7	8,2	20,8	14,8
RFA	33,4	59,7	18,4	23,9	26,0	37,0
G.B.	11,8	1,0	26,8	35,3	16,7	6,5
Italie	20,7	11,1	0,7	1,2	3,1	0,7
Autres pays européens	24,8	23,2	33,4	31,4	33,4	41,0

Source : Répartition géographique des ressources financières mises à la disposition des pays en développement. OCDE 1982, 1984, 1988.

(*) Aide publique au développement.

investissements directs ont des profils diversifiés. Les transferts de technologie constituent une composante importante de certaines opérations (automobile, télécommunication), mais ces dernières années, la création d'entreprises mixtes dans l'industrie légère (textile, agro-alimentaire, électronique grand public) paraît s'être accélérée, les sociétés européennes, à la suite de celles de Hong-Kong, venant à considérer la Chine comme une base d'exportation vers le Sud-Est asiatique.

Le processus d'insertion de l'économie chinoise dans la zone asiatique ne cesse de s'affirmer à travers notamment le rôle de Hong-Kong et des liens de plus en plus ouverts avec Taiwan et la Corée du Sud. Ceci peut offrir aux pays européens un moyen de démultiplier leurs efforts de pénétration dans le « monde sinisé », d'y diversifier leurs canaux d'accès, leurs opérations d'investissements, de commerce et de compensation sur la base d'une présence élargie.

Cette lettre peut être citée librement à condition de mentionner la source.

Vient de paraître

ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE

Revue trimestrielle du CEPII (*)
N° 37, 1^{er} trimestre 1989, 168 pages

Rédaction :

Centre
d'études prospectives
et d'informations
internationales,
9, rue Georges-Pitard,
75015 Paris.
Tél. (1) 48 42 64 64

Rédacteur en chef :
Gérard Lafay.

Edition :

La Documentation française.
Abonnement d'un an
(8 numéros) : 186 F (France).
215 F (Etranger).
26 F (suppl. pour envoi
par avion).

Commande adressée à :
La Documentation française.
124, rue Henri-Barbusse
93308 Aubervilliers Cedex.

Règlement à réception
de la facture.

Directeur
de la publication :
Jean-Michel Charpin.

CPPP n° 1462 AD.
1^{er} trimestre 1989
228 — mars 1989

Imp. Louis-Jean - GAP

Imprimé en France.

ÉDITORIAL

Chocs et tendances lourdes
(Jean-Michel Charpin)

STRATÉGIES INDUSTRIELLES

Les alliances stratégiques au sein du programme européen
ESPRIT
(Lynn Krieger Nytelka)

ÉCONOMIES NATIONALES

Une stratégie d'« interdépendance concurrentielle » pour
les États-Unis
(C. Fred Bergsten)

L'épargne des ménages américains : les enseignements
d'une comparaison internationale
(Alain Galibert et Jean Le Dem)

STRATÉGIES INDUSTRIELLES

Industrie américaine : la faiblesse au cœur
(Philippe Delmas et Geneviève Roy)

INTERDÉPENDANCES

La base de données MIMOSA
(Marie-Hélène Blonde)

A PARTIR DE CHELEM

Chimie : un bastion européen
(Anne-Marie Boudard)

LU

Le néo-protectionnisme dans l'industrie automobile
(Frédérique Sachwald)

(*) En vente à la Documentation Française.

• Abonnement d'un an (4 numéros)..... 265 F (France); 335 F (Etranger); 51 F (suppl. pour envoi par avion)
• Prix du numéro..... 70,00 F